

Manifeste du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Ce texte, adopté lors de la rencontre de Chianciano Terme (Italie), en novembre 2025, actualise les manifestes adoptés lors des cinq premières rencontres du Réseau de mars 2013 à Saint-Denis (France), juin 2015 à Sao Paulo (Brésil), janvier 2018 à Madrid (Etat espagnol), avril 2022 à Dijon (France), septembre 2023 à Sao Paulo (Brésil).

C'est en mars 2013 que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a été fondé. Cela fait maintenant plus de 12 ans. A travers ce Réseau, nous avons l'ambition de construire un outil syndical utile, à la fois à la défense des revendications des travailleurs et des travailleuses dans la société actuelle et à la construction du rapport de force permettant une rupture avec le système capitaliste, pour l'émancipation sociale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'égalité, la démocratie, le respect de toutes les personnes humaines, etc. Cela suppose d'avoir la capacité de faire un bilan de ces douze années, pour être plus efficaces demain.

Le bilan est positif à bien des égards, mais comment pourrait-on le qualifier ainsi globalement alors que l'exploitation des travailleurs et des travailleuses demeure la règle sur la planète ? Alors que le capitalisme, par la recherche sans fin de profits pour une minorité, organise le pillage des matières premières dans les régions les plus pauvres du monde et crée les conditions de catastrophes écologiques sous différentes formes, qui mettent en péril l'avenir même de la terre ? Alors que les impérialismes, les états coloniaux, les régimes fascistes, militaires, autoritaires, sont présents sur tous les continents, avec ce que cela signifie en termes de génocides, de guerres, de tueries, de répressions, ... ?

Renforcer notre Réseau syndical international

Le capitalisme demeure, donc notre outil n'a pas été assez efficace ! Pour autant, il n'est pas question de nier ce qu'a permis le Réseau. Le soutien aux luttes syndicales et populaires, la dénonciation des répressions patronales et étatiques, la solidarité internationale sont des sujets sur lesquels notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes intervient régulièrement et utilement. Le site du Réseau et les autres moyens de communication sont au service de toutes les organisations membres, et même au-delà. Nous continuerons à diffuser ce type d'informations, en essayant de le faire plus souvent dans les 5 langues du site, voire en élargissant le nombre de langues.

Le travail par secteur professionnel est une des bases du syndicalisme, y compris sur le plan international. Une de nos priorités doit être de consolider ce qui existe déjà, de relancer ce qui doit l'être. Des collectifs d'animation, ouverts à toutes les organisations membres du Réseau, sont nécessaires pour mettre cela en œuvre. Par ailleurs, il y a, là aussi, des liens à faire avec des coordinations sectorielles dans lesquelles des organisations membres du Réseau sont impliquées ; à l'exemple de ce qui existe pour Amazon, pour les centres d'appel, pour le Métro, etc. Notre Réseau doit montrer son utilité ! Il nous faut mieux prendre en charge l'activité syndicale internationale au sein des multinationales.

Les réunions continentales du Réseau, sont un bon moyen de prolonger le travail entre deux rencontres internationales. Nous décidons de les systématiser. Le Réseau doit aussi proposer des réunions à thème : en soutien à des luttes syndicales et populaires ou pour débattre de sujets particuliers. Les premières peuvent être publiques, c'est-à-dire ouvertes à des organisations non-membres du Réseau.

La newsletter du Réseau doit devenir le moyen d'information privilégié :

- En interne, chaque organisation membre peut y inscrire ses propres structures professionnelles et locales, ses collectifs militants, ses responsables, etc., qui recevront ainsi directement les informations du Réseau et seront plus enclins à l'utiliser.
- En externe, c'est un moyen de faire connaître le Réseau à un maximum de collectifs syndicaux dans le monde.

Nous mettons, ensemble, les moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs : sites web, liste d'échanges par mail, coordination par secteurs professionnels, etc. Les organisations membres du Réseau feront connaître celui-ci via leur propres outils (liens sur les sites, articles dans les journaux, logos sur les tracts, diffusion des textes communs dans chaque organisation, etc.).

Depuis ce réseau, nous souhaitons rendre hommage aux organisations et mouvements qui restent non autorisés. Nous voulons proclamer et honorer leur lutte contre toute forme d'oppression allant à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière, défendant ainsi les droits fondamentaux et inaliénables que sont la liberté de la presse, de réunion, de manifestation, de pensée, de participation directe ou d'association.

Avec l'objectif d'accroître la solidarité internationale, notre Réseau doit renforcer les liens avec d'autres collectifs militants qui agissent sur les mêmes sujets. Certains sont membres du Réseau à l'exemple de LabourNet, mais il existe aussi LabourStart, Global Labour Institute, ... La liste n'est pas limitative : en plus d'initiatives de ce type centrées sur un pays ou une région du monde (avec lesquelles nous devons aussi développer les liens), le Réseau propose un travail commun aux différentes collectifs, sites, collectifs, organisations, qui informent et agissent sur ce terrain de la solidarité internationale des travailleurs, des travailleuses, des peuples.

Des engagements communs

Nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien :

- Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, des noir.es, des personnes racisées, des LGTBQI+, migration, logement, écologie, santé et travail, autogestion et contrôle ouvrier, etc.)
- Nous agissons, dans la durée, pour la solidarité internationale, et notamment contre toute répression antisyndicale.
- Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, la population noires racisées (victimes de racisme), les migrant.es et les LGTBQI+ (Lesbiennes, Gays, Transsexuel.les, Bisexuel.les, Trans, Queers, Intersexes).
- Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour appuyer des luttes et des campagnes internationales, en réaffirmant le droit à l'autodétermination de tous les peuples.
- Nous poursuivons le travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives à celui-ci.

Le monde tel qu'il est, le monde que nous voulons

Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. La crise globale propre au capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite par l'exploitation des travailleuses et des travailleurs, la déréglementation financière, le libre-échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques. Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions capitalistes mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international,

Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleuses et des travailleurs.

La situation subie par les travailleuses et les travailleurs est caractérisée par une attaque ininterrompue de leur niveau de vie, pour garantir les profits des banquiers et des grandes entreprises. L'impérialisme et les bourgeoisies mènent une guerre sociale, réduisant les salaires, les pensions, les droits, augmentant la pauvreté et les inégalités et cherchant à diviser les populations.

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré.es.

Destruction des services publics, remise en cause des droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour exploiter davantage les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Pour arriver à leurs fins, tous les moyens sont utilisés : criminalisation, procès, arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression et l'usage de la violence font partie des mesures utilisées contre celles et ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par-delà les frontières, est une de nos réponses.

Les attaques contre les législations sociales, les retraites, les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié.es et classes populaires d'autre part. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme globalisé, d'une économie qui met en concurrence les régulations sociales, les législations, les conditions et les cadres de travail. L'ubérisation et la désarticulation par voie numérique de l'économie provoquent une précarisation croissante du monde du travail.

Une élite de milliardaires de la Big Tech a décidé de lancer l'attaque finale contre la classe ouvrière en s'alliant à l'extrême droite religieuse représentée par le mouvement MAGA de Trump. L'automatisation par le biais de l'« intelligence artificielle » amène une accélération des attaques. L'objectif est d'imposer par tous les moyens l'adoption à grande échelle de technologies visant à détruire les emplois stables et bien rémunérés du nord du monde pour les remplacer par des emplois précaires et des salaires de misère dans le sud global. Les coûts humains et environnementaux énormes de l'IA sont financés par des contrats militaires, comme on l'a vu à Gaza avec les projets Gospel et Lavender ou avec la démultiplication des robots tueurs. Des réponses existent : désertir, saboter, résister à cette tentative en abandonnant les médias que Big Tech prétend nous imposer, pour adopter les médias autogérés que certain.es d'entre nous ont déjà construits.

La question de la santé et de la sécurité au travail, les conditions générales de la qualité de vie pour les salarié.es dans les milieux populaires, acquièrent dans les luttes et les revendications une importance décisive. C'est pourquoi le Réseau syndical international de solidarité et de luttes lancera des débats, des campagnes, un travail d'enquête auprès des travailleurs et travailleuses, en exigeant la fin de la violence patronale au travail (morts au travail, accidents, stress, maladies professionnelles) et environnementale.

Dans les pays maintenus en situation de pauvreté extrême généralisée, notamment à travers le colonialisme et l'impérialisme toujours très vivaces, ces situations condamnent en masse des Humains à mourir de faim ; ou à être vendu.es comme esclaves ; ou encore à immigrer, souvent au péril de leur vie, dans des pays où ils/elles sont ensuite victimes de fortes et multiples discriminations. Le colonialisme et l'impérialisme oppriment encore de nombreuses populations dans le monde ; le syndicalisme se doit de combattre ces modes de domination.

La question du droit à la terre et à l'eau est particulièrement importante dans de nombreux pays, notamment ceux agressés directement par le colonialisme et l'impérialisme ; nous devons agir sur ce sujet, lutter pour de véritables réformes agraires, en lien avec les mouvements sociaux qui agissent déjà pour ces droits. Plus largement, l'urgence climatique nous impose de prendre en compte cet aspect dans notre activité syndicale. Les territoires autochtones continuent d'être détruits par le capitalisme. Nous saluons et soutenons les luttes des peuples autochtones pour l'environnement durable, l'accès à une eau non polluée et pour la dignité humaine.

Les blocs militaires renforcent les menaces de guerre impérialiste partout dans le monde. Il faut les dissoudre (NATO, CSTO, etc.) . Ce sont des instruments des impérialismes et nous combattons tous les impérialismes – américain, russe, chinois, mais aussi français par exemple. La classe ouvrière n'a pas à choisir entre les impérialismes et se doit de soutenir tous les peuples agressés. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à l'unification de l'opposition des travailleurs et travailleuses à toute intervention impérialiste et au renforcement des mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre.

Le génocide perpétré par l'état israélien envers les Palestiniens et les Palestiniennes, avec le soutien actif des Etats-Unis d'Amérique et des régimes qui y sont alliés, est la suite de la politique raciste, colonialiste, assassine, de répression féroce et à grande échelle, menée depuis des années. Notre Réseau, à travers les organisations membres, a été présent dans nombre de mobilisations en ce sens (manifestations populaires, campagne de boycott-désinvestissement-sanctions, flottilles de la liberté, délégations sur place, syndicalistes venu.es de Palestine pour témoigner, soutien financier, etc.). Nous continuerons à répondre du mieux possible aux sollicitations des syndicats palestiniens, dont certains sont membres de notre Réseau.

Depuis plus de trois ans, le peuple ukrainien fait face à la guerre déclenchée par le gouvernement russe. Syndicalistes, internationalistes, nous apportons notre soutien à celles et ceux qui résistent en Ukraine, mais aussi au Belarus et en Russie, en tentant de répondre aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes de cette région du monde. Les convois syndicaux organisés depuis celui du 1^{er} mai 2022 marquent cette solidarité concrète. Mais cela va au-delà : des syndicats ukrainiens, qui participent activement à la résistance populaire contre l'occupation du territoire et agissent contre le « libéralisme économique » en vigueur dans leur pays, sont membres de notre Réseau et nous les soutenons !

Au Soudan, le coup d'état d'octobre 2022 a mis un terme au processus entamé par la révolution de décembre 2018 et a débouché sur la guerre aux conséquences effroyables. C'est une guerre entre deux ensembles d'opresseurs contre les opprimé.e.s, un affrontement entre deux forces contre-révolutionnaires et les aspirations révolutionnaires du peuple soudanais. Les racines de cette guerre se trouvent dans la contradiction croissante entre la révolution de 2018, qui visait à renverser des décennies de dictature, et les forces contre-révolutionnaires qui ont détourné l'appareil d'Etat, soutenues par des puissances extérieures pour écraser cette même révolution. Dans cette situation, les syndicats indépendants poursuivent un travail important, tant de prise en

charge de la population locale – dans des conditions extrêmement difficiles – que d'information vers le monde extérieur sur cette guerre.

Palestine, Ukraine, Soudan, bien d'autres régions du monde pourraient être citées. Il ne s'agit pas ici de dresser une hiérarchie des horreurs du capitalisme, des guerres, des impérialismes ... Notre syndicalisme, ancré sur les réalités de terrain, s'oppose à tous ces méfaits. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à unifier l'opposition des travailleuses et travailleurs à toute intervention impérialiste, à renforcer les mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre. Là encore, le syndicalisme ne doit occulter aucun sujet : quels moyens de défense collective et démocratique ? Comment contrôler la fabrication d'armement ? Comment organiser la reconversion de certains secteurs ? Tout cela concerne les travailleurs et les travailleuses, donc le syndicalisme.

Le mécanisme de la dette, interne et externe, nous appauvrit : leur dette n'est pas la nôtre ; nous n'avons pas à la payer ! Les politiques économiques et financières présentées comme incitant à une reprise de la demande semblent peu susceptibles d'assurer une réactivation économique forte et de longue durée.

La multiplication des accords de « libre-échange » amène à une radicalisation des luttes sociales et écologiques, et de la lutte entre salariat et systèmes de domination.

Nous maintenons notre engagement de construire et fortifier l'unité internationale des travailleuses et travailleurs, pour lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre les plans de réajustement, les réformes et privatisations, contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Renforcer le syndicalisme pour rompre avec le capitalisme

Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes, la nécessaire transformation sociale anticapitaliste. Nous voulons construire un système, d'où soit banni l'exploitation, fondé sur les biens communs, sur une redistribution égalitaire des richesses entre toutes celles et tous ceux qui la créent (c'est-à-dire les travailleuses et les travailleurs), sur les droits de ces dernier.es et sur un développement écologiquement soutenable.

Nous affirmons notre opposition au syndicalisme d'Etat et notre volonté de pluralisme et de démocratie syndicale. Ceci n'est nullement contradictoire avec la recherche de l'unité d'action syndicale, de l'unité ouvrière, de l'unité de toutes celles et tous ceux qui sont exploité.es et/ou opprimé.es. En revanche, nous n'avons rien à faire avec celles et ceux qui se prétendent syndicalistes, alors qu'elles et ils cogèrent des fonds de pension et sont corrompu.es par la classe dirigeante ... Classe dirigeante qui, par ailleurs, a fait de la corruption le mode de fonctionnement habituel de toute une partie des responsables politiques.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleuses et travailleurs, et la volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, la lutte contre l'homophobie et la xénophobie, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleuses et travailleurs en activité formelle ou informelle, en retraite, chômeuses et chômeurs, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons frontalement au patronat, aux gouvernements et institutions qui sont à son service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toute organisation politique.

Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. D'une région du monde à l'autre, nos histoires syndicales, nos structurations syndicales, nos affiliations syndicales, sont différentes. Mais, nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminées à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, sur le plan international.

Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir des résistances et acquis de toutes et tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs. Face à la crise qui frappe les populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux, conquérir de nouveaux droits, et construire une société différente.

La construction et la consolidation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes sont très importantes, dans un monde dans lequel l'économie est de plus en plus globalisée. Nous devons affronter ensemble les entreprises et une bourgeoisie qui, elles, internationalisent leurs affaires. Ceci exige le développement d'actions de solidarité active, d'actions et campagnes coordonnées au niveau mondial, que ce soit par catégories, secteurs, pays, continents. Il nous incombe d'impulser à travers chacune de ses luttes, une orientation anticapitaliste.

Nous décidons de renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, autogestionnaire, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc...).